

# CRISE CLIMATIQUE, SÉCHERESSE, ET LUTTES POUR L'EAU



**Mégabassine de Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres).**

*Crédit : Lefebvre / Hans Lucas / via AFP*

*Cet article, et le suivant sur les « Guerres de l'eau mondialisées », tentent de faire le point sur les tensions autour de l'accès à l'eau pour les prolétaires et les peuples, ici en France et ailleurs dans le monde.*

*Car depuis le début de l'année 2022, il ne pleut pas ou pratiquement pas, une sécheresse inédite affecte la santé des humains et des cultures. Elle a provoqué des mega-feux et des inondations cet été. Et pendant ce temps-là les médias se réjouissent de voir des touristes en short en plein automne, les gros céréaliers vidant les nappes phréatiques pour remplir leurs « bassines » et Macron achète 4 Canadair en plus, au cas où. De quoi aborder l'année 2023 sereinement...*

*Les partis « de gauche » ont pris l'affaire au sérieux, en particulier la France Insoumise, qui a consacré un chapitre entier de son programme à l'accès à l'eau et à son assainissement. Mais pour dire quoi?*

## LA FIN DE L'«ABONDANCE»

D'abord le constat général, que tout le monde peut partager, révolutionnaire ou réformiste. En résumé, le réchauffement climatique provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre de l'ère capitaliste entraîne davantage de sécheresses. Et ce phénomène est en pleine accélération : 62 épisodes de sécheresse entre 1991 et 2015 contre 13 seulement de 1964 et 1990 !

Cette fréquence de plus en plus importante des sécheresses et la progression de la consommation dégrade notre accès à l'eau. Cet été, certaines grandes agglomérations sont passées à deux doigts de la rupture d'approvisionnement (ex : Poitiers). Cette rareté rejoint les préoccupations

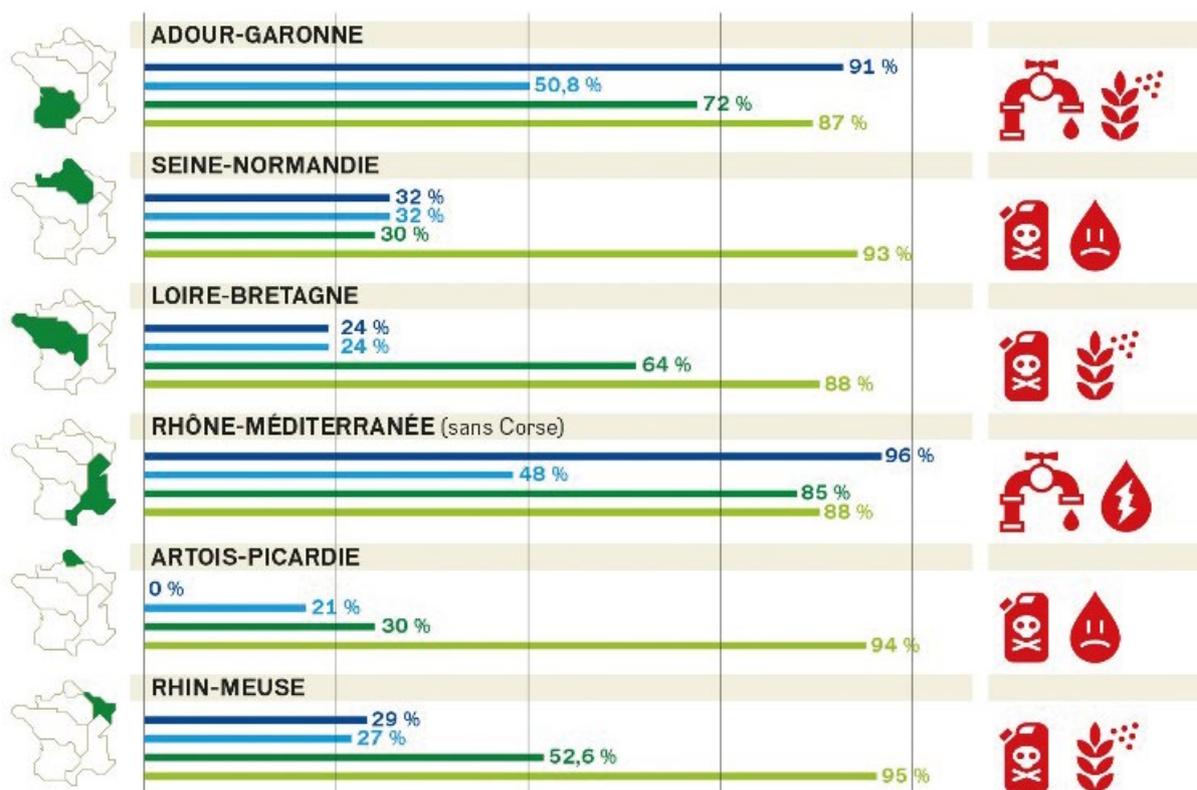
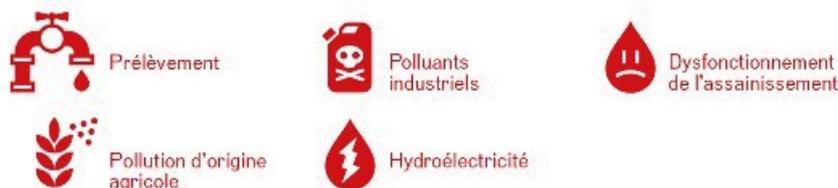
historiques autour de la qualité de l'eau, que ce soit celle des rivières ou celle de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'eau des rivières et des nappes phréatiques<sup>1</sup> est en mauvais état. Mauvais état « chimique », car elle est polluée, et mauvais état « écologique », car sa capacité à héberger des poissons et organismes aquatiques est dégradée. Dans le bassin fluvial de la Loire et en Bretagne, c'est seulement 24 % des nappes et rivières qui sont considérées comme étant en bon état chimique, c'est-à-dire pas trop polluées.

Quant à l'eau du robinet, sa qualité est loin d'être bonne partout, à cause des pesticides et autres produits phytosanitaires. L'eau en bouteille n'est pas beaucoup mieux, contaminée à 80 % par des microplastiques, selon l'association Agir pour



### PRINCIPALES PRESSIONS SUR LES MASSES D'EAU



« La mauvaise santé des eaux françaises »

Crédit : Reporterre

l'environnement<sup>2</sup>. La même association estime que l'on ingère 5 grammes de plastique par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit. La faute à notre alimentation et à l'eau que nous buvons. Miam miam...

**Soyons clairs, les principaux responsables de cette situation, ce sont les grands monopoles industriels et agricoles. En particulier, la responsabilité de l'agro-industrie est écrasante.**

### L'eau est un business très profitable

- Des grands monopoles de l'agroalimentaire type Nestlé ont basé leur richesse sur l'accaparement des ressources et la vente d'eau conditionnée et transformée. Cet accaparement est souvent légal mais bien des fois illégal. Combien de forages construits, exploités puis régularisés a posteriori par les services préfectoraux? À Vittel, c'est 1 million de m<sup>3</sup> prélevés illégalement par Nestlé Waters selon une plainte déposée en 2020 par plusieurs associations<sup>3</sup>.

- En France, trois grands monopoles se partagent pratiquement tous les marchés de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif attribués aux opérateurs privés. Dans l'ordre : Veolia (10,7 milliards de chiffre d'affaire uniquement sur la partie eau), Suez (7,5 milliards), Saur (1,7 milliard).

Avec la fusion annoncée de Veolia et de Suez, c'est un mega-trust de l'eau qui se construit, avec la bénédiction de Macron, et au nom de la défense des champions industriels français.

- Entre affairisme, petites ententes et grosse corruption, c'est tout un système mafieux qui s'est mis en place autour du partage du gâteau de l'assainissement et de la distribution d'eau potable. Ce système a profité à beaucoup d'élus et d'administrateurs peu scrupuleux. Dernier grand scandale en date : deux dirigeants d'une filiale de Veolia sont mis en examen pour avoir tenté de corrompre un concurrent italien dans le cadre d'un marché public passé par le SIAAP (service public de l'assainissement en Île-de-France), et d'avoir voulu au passage s'entendre sur une répartition des marchés<sup>4</sup>. On se souvient aussi des « emplois fictifs » du RPR payés par le SIAAP. Ce n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan de corruption que représente cet organisme né d'un « deal » entre le PC et le RPR, et qui a fonctionné comme pompe à fric pour ces deux partis pendant plusieurs décennies.

### ALORS ON FAIT QUOI?

Sur la question de l'eau comme sur les autres, les partis réformistes « de gauche » se prépare à assumer le pouvoir d'État, et raisonne comme tel. Pour un premier aperçu de leur vision « écolo », partons du programme de la NUPES (voir l'encadré de droite).

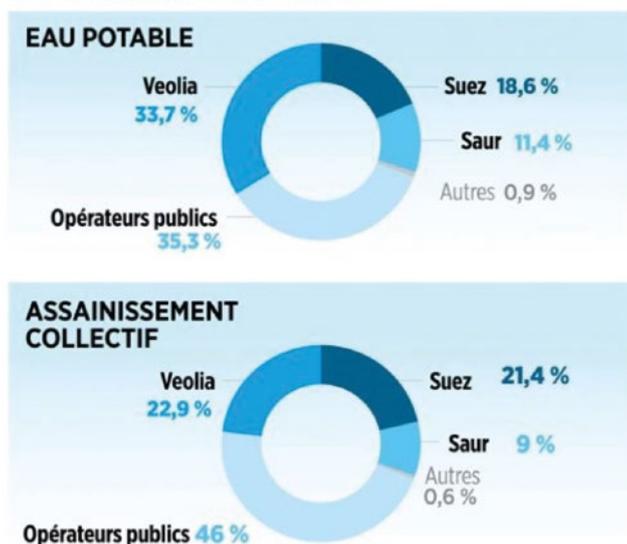
C'est un mélange :

- de mesures symboliques. À ce sujet on pourra demander aux 2,3 millions de chômeurs ce qu'ils pensent du « droit au travail » inscrit dans la Constitution...
- de mesures sociales, évidemment indispensables pour les ménages prolétaires, mais sans le début d'une remise en cause du système qui crée d'un côté une classe privée de tout et de l'autre une bourgeoisie ultra-riche.
- de vœux pieux du style « Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau ». Après traduction, ça donne : « élisez-nous et dans 5 ans tous les cours d'eau seront propres ».

Rien sur l'agriculture capitaliste, l'industrie, les multinationales qui pillent les ressources en eau, les guerres de l'eau. Rien du tout. Le programme

## Le marché de l'eau en France

Les principaux acteurs, en % de la population desservie, en 2017



.....  
Crédit : Le Parisien

## Programme de la NUPES extrait du chapitre 2

- « • Faire de l'eau un enjeu central pour l'Humanité
- Créer un haut-commissariat à l'eau
- Organiser une gestion 100 % publique de l'eau dans le cadre d'un service public décentralisé, articulé autour de régies publiques locales ouvertes aux citoyens
- Consacrer une « règle bleue » qui applique le principe de la « règle verte » à l'eau (ne pas prendre à la nature davantage qu'elle ne peut reconstituer) pour son usage et pour la protection de sa qualité
- Inscrire l'accès à l'eau, son assainissement et le droit à l'hygiène comme droit humain fondamental
- Réprimer les coupures d'eau illégales en prévoyant des sanctions dissuasives
- Rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement par la gratuité des mètres cubes indispensables à la vie digne et par la suppression de l'abonnement
- Instaurer une tarification progressive et différenciée selon les usages pour lutter contre les mésusages et les gaspillages
- Mailler le territoire de fontaines à eau, de douches et de sanitaires publics
- Renforcer les effectifs de la police de l'eau présente sur tous les territoires pour contrôler plus strictement le captage par les industries d'eau en bouteille, et empêcher toute pollution industrielle ou agricole
- Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines
- Systématiser le recours au fret fluvial dès que possible »

de la France Insoumise est plus détaillé, mais pas radical pour un sou<sup>5</sup>. On est dans la gestion « responsable », tout ce qui a de plus respectueux de la propriété privée et des intérêts des monopoles.

### 100 % étatiste

Pour les réformistes, l'État est tout, un véritable fétiche. Toutes les solutions passent par l'État, tour à tour régulateur, planificateur ou gendarme. La gestion de l'eau, c'est d'abord l'affaire des élus et des services spécialisés : administrations en tout genre, agences de l'eau, pompiers, ONF, etc. Et il en faut toujours plus, avec la création de nouvelles administrations, de hauts-commissariats... Mais bien sûr, « les citoyens » auront leur mot à dire... une fois tous les 5 ans.

Au contraire, pour nous révolutionnaire, la lutte contre le changement climatique passera par la mobilisation des masses. Il faudra lancer une véritable révolution culturelle pour mettre les enjeux écologiques au centre des transformations révolutionnaires. Les capitalistes sont capables de mobiliser les masses pour mener une guerre ou mettre en œuvre toujours plus de travail prolétaire. Mais quand il s'agit de lutter contre un désastre écologique qu'ils ont créé, c'est une autre histoire.

### Le public plutôt que le privé

Les réformistes partent du constat juste que la gestion privée de l'eau est un désastre pour la gestion de la ressource, autant qu'elle est coûteuse et inefficace. Bref, elle sert à engraisser les monopoles. D'où un plaidoyer pour la gestion publique de l'eau, qui est un moindre mal en effet.

Car l'eau est un « bien commun », nous dit-on. Et pourquoi pas la terre? Mais ce serait aller trop loin... Au final, derrière des apparences radicales et « altermondialistes », on construit une exception pour mieux masquer le complet accord avec l'économie de marché en général, les lois capitalistes et la marchandisation de tous les aspects de la vie.

Quand au reste du « privé », quand est-ce qu'on s'attaque aux monopoles français? À quand la fin des gaspillages, des productions inutiles et dangereuses? Questions interdites pour les réformistes, qui restent des défenseurs forcés des grandes entreprises françaises dans la concurrence internationale. Tirillés entre le « produisons français » et les impératifs écologiques, ils ont déjà choisi (voir le bilan d'EELV dans les gouvernements Hollande).

A-t-on besoin de rappeler que privé ou public, c'est toujours la même logique qui s'applique, et c'est toujours la même exploitation capitaliste qui broie les travailleurs? Il n'y a qu'à demander aux égoutiers, qui sont parmi les travailleurs qui ont l'espérance de vie la plus faible.

### **Les petits gestes, le local**

Pas de caricature, les militants écologistes y compris les réformistes ne sont pas tous dupes sur le rôle dérisoire des « petits gestes du quotidien ».

Pour autant, l'accent est mis sur la consommation d'eau domestique, sur « la responsabilité de chacun ». Or cela représente à peu près 150L par jour et par personne, contre 5000L par jour et par personne quand on compte toute la consommation « induite », c'est-à-dire l'eau qui a été consommée pour produire tous les biens et les services que nous utilisons. On voit bien que le problème vient de là... C'est tout un modèle de prédation de la nature, de surproduction, et d'exploitation que nous devons combattre.

Au niveau associatif, et face à l'absence d'un projet écologique radical, c'est la référence au local qui domine. En oubliant bien souvent la nécessité d'un plan d'ensemble, d'une organisation des exploités qui aie un point de vue global et une politique claire sur les transformations écologiques et révolutionnaires à mener.

**À rebours de cette vision, qui fait la part belle aux experts, associatifs et institutionnels, nous devons construire une vision prolétarienne. Une vision qui part des besoins des exploités et qui s'attaque aux vrais responsables capitalistes.**

### **LE PARTAGE DE L'EAU, UNE QUESTION DE CLASSE**

#### **Le robinet est ouvert à fond pour les capitalistes**

L'agriculture capitaliste intensive représente la majorité 70 % de l'eau consommée dans le monde. L'industrie, c'est 20 %. Pas négligeable. À notre connaissance, alors que nous vivons une sécheresse inhabituelle, il n'y a aucune restriction de consommation d'eau qui concerne les

industriels. Au risque d'enfoncer une porte ouverte, l'eau est un fluide massivement utilisé dans l'industrie (notamment la chimie) et la construction. Elle est rejetée dans la nature sous forme d'effluents plus ou moins pollués par les métaux lourds, les produits chimiques, les hydrocarbures, les résidus de médicaments.

Les centrales nucléaires françaises à elles seules représentent 50 % des prélèvements en eau. Cette eau est utilisée pour le refroidissement des réacteurs et rejetée dans les cours d'eau moyennant quelques degrés en plus, ce qui provoque leur asphyxie. Même en cas de sécheresse et de débit insuffisant des cours d'eau, le nucléaire bénéficie régulièrement de dérogations pour ces « rejets thermiques » au-delà des seuils normalement autorisés, au nom de la continuité de la production d'électricité.

#### **Le robinet est ouvert à fond pour les bourgeois**

Rappelons qu'un ménage bourgeois consomme bien plus d'eau qu'un ménage prolétaire, à travers tous les biens et services auquel il a accès.

Les consommations spécifiquement bourgeoises, les piscines et autres loisirs du type golf ou sports d'hiver, sont très consommateurs en eau et sont relativement épargnées par les restrictions.. Cela s'est vu cet été avec le golf, loisir de riches par excellence, et ça a beaucoup choqué! On pense avec plaisir aux « greens » tagués pour protester contre l'arrosage massif en pleine période de sécheresse caniculaire, malgré les restrictions.

Autre exemple : avec la fin programmée du ski de masse, on voit de plus en plus de stations se convertir à un modèle destiné exclusivement aux ultra-riches et basé sur une utilisation délirante des ressources en eau, alors que celles-ci déclinent très rapidement en montagne. D'ailleurs, les riverains s'organisent, et des militants écologistes viennent de stopper net un projet de « retenue collinaire » destinée à la production de neige artificielle pour la station de ski de La Clusaz.

Quant aux médias, ils sont bien indulgents avec les gros gaspillages des bourgeois. Et nous, ils nous appellent aux petits gestes individuels!

### **Et pour les prolétaires?**

Bien sûr le robinet du prolétaire est sur le même réseau que celui des bourgeois, les problèmes de qualité de l'eau touchent toutes les classes. Mais si on y regarde de plus près, ce n'est pas si simple.

Les prolétaires sont massivement consommateurs d'eau sous forme de sodas, jus de fruit etc. C'est-à-dire une eau marchandisée et ultra-transformée, très mauvaise pour la santé, et parfois même moins cher que l'eau « normale ». En apparence c'est la liberté du consommateur individuel, chacun est responsable de ses choix. En vérité, le matraquage publicitaire et les choix des industriels orientent l'essentiel de la consommation de masse.

Le bourgeois, et la petite-bourgeoisie aura accès à une eau de meilleure qualité, en bouteille, minérale, etc. On n'a rien inventé en disant ça...

### **Et la situation est encore pire dans les colonies françaises!**

Alors qu'en métropole l'eau potable représente 0,8 % des frais des ménages, c'est jusqu'à 17 % à Mayotte. La facture d'eau est la plus élevée en Guadeloupe : 800 euros par usager contre 500 euros en métropole, à cause de la vétusté du réseau et d'une gestion mafieuse. Malgré des ressources en eau plus abondante, les Antilles et autres colonies françaises subissent une pénurie d'eau potable. Les réseaux sont vieillissants, de véritables passoires (jusqu'à 60 % de pertes).

En Martinique et en Guadeloupe, ce scandale s'ajoute à la catastrophe du chlordécone, qui contamine les humains, les sols et les eaux pour des centaines d'années, ce qui contraint les Antillais à consommer de l'eau en bouteille en grande quantité. Nous en parlions dans Partisan Magazine n°15<sup>6</sup>.

## **LUTTES POUR L'EAU**

Avec l'approfondissement de la crise climatique, les contradictions s'aiguisent autour de l'accès à l'eau, entre riverains et multinationales (comme à Vittel et Evian), entre militants écologistes/paysans et gros agriculteurs (comme dans les Deux-Sèvres).

### **Pour l'accès à l'eau contre les multinationales**

Reprenons l'exemple emblématique de Vittel. La nappe phréatique de la ville thermale se vide d'année en année (d'environ 1 million de litres). Pour sécuriser l'accès de l'industriel à cette ressource, la Commission locale de l'eau (CLE), mélange de notables et de représentants des industriels, a continuellement favorisé ces prélèvements au détriment de ceux de la population locale, jusqu'à envisager en 2018 de faire venir d'ailleurs l'eau destinée à la consommation des particuliers.

On voit bien que l'État est tout entier au service des capitalistes. Du sommet (gouvernement) à la base : communes, communautés de communes, administrations locales et jusqu'à la plus obscure des administrations.

**Non à la privatisation de l'eau! Nous voulons une eau gratuite pour satisfaire les besoins essentiels et pas nourrir les profits des capitalistes.**

### **Pour l'accès à l'eau contre l'agro-industrie**

L'ampleur de ces luttes est relativement nouvelle, même si certaines ne datent pas d'hier. Emblématique de la période, la lutte contre les mégabassines montre la voie d'une résistance au modèle d'agriculture ultra-intensive. Les bassines (et mégabassines), ce sont ces retenues d'eau alimentées par pompage dans les nappes phréatiques pour l'irrigation des cultures céréalières principalement destinées à l'alimentation du bétail des élevages concentrationnaires. Face à la multiplication des projets de mégabassines sur le territoire français, de plus en plus d'organisations (Les Soulèvement de la terre, Bassines Non Merci, etc.) s'y opposent, organisent des manifestations et pratiquent le sabotage des chantiers de construction ou des pompes déjà en place. Comme ces 29 et 30 octobre contre le chantier de la mégabassine de 16 hectares à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres, qui ne profiterait qu'à 5 % des exploitants, tous de gros céréaliers producteurs de maïs.

On est dans le domaine de la résistance face à un rouleau compresseur, mais c'est un vent de fraîcheur étant donné la très grande faiblesse historique des mouvements se réclamant de

l'agriculture paysanne, que ce soit syndical (Confédération paysanne) ou associatif.

**Nous voulons une eau pour une agriculture de type nouveau, paysanne et écologique, et pas pour produire des céréales pour nourrir des poulets en batterie.**

La situation particulièrement mauvaise de l'accès à l'eau aux Antilles, à Mayotte, à la Réunion, n'est qu'une des conséquences innombrables de la domination coloniale françaises sur ces pays. Nous soutenons le droit à l'autodétermination de leurs peuples et nous crions avec les Antillais : **Zéro chlordécone! Dépollution au frais de l'État et des exploiters békés!**

## CONCLUSION

Toutes ces luttes représentent la résistance de tous les jours aux conséquences de la crise climatique et contre l'accaparement de l'eau par les multinationales et les gros consommateurs capitalistes.

Mais bien sûr cela ne suffit pas. Nous y reviendrons encore et encore, il n'y a pas de « transition écologique » dans ce monde capitaliste. On passera juste d'un modèle destructeur à une autre, en approfondissant toujours au passage la crise écologique. On s'apprête à troquer la

voiture thermique contre la voiture électrique, tout aussi polluante (électricité, batterie, extraction des terres rares) et bourrée d'objet connectés tous plus inutiles les uns que les autres.

Nous devons mettre fin au capitalisme et redéfinir les besoins en eau sur une base écologique et de classe. Cela peut paraître très vague face à l'urgence de la crise, mais quel autre choix a-t-on?

Bien sûr, ça ne sera pas du gâteau! Car d'une part nous hériterons de la pollution des océans pourris par les déchets plastiques, les hydrocarbures et la radioactivité, des rivières mortes, le chlordécone, etc. Et d'autre part, toutes les contradictions ne s'éteindront pas du jour au lendemain, autour de l'usage de l'eau entre pays, entre ville et campagne, entre classes sociales.

.....

1. Nappes d'eau souterraines mais proches du sol, qui constituent l'essentiel de nos ressources en eau potable.
2. [https://petition.agirpourenvironnement.org/wp-content/uploads/2022/07/220719\\_RapportNousbuvoonsduplastique-1.pdf](https://petition.agirpourenvironnement.org/wp-content/uploads/2022/07/220719_RapportNousbuvoonsduplastique-1.pdf)
3. <https://www.mediapart.fr/journal/france/180620/une-plainte-deposee-contre-nestle-pour-forages-illegaux-dans-les-vosges>
4. <https://www.mediapart.fr/journal/france/181121/corruption-dans-le-marche-de-l-eau-veolia-mis-en-cause-deux-cadres-mis-en-examen>
5. *L'Eau, notre bien commun*, livret thématique du programme de Jean-Luc Mélenchon
6. Article *Chlordécone : Quand l'empoisonnement industriel se double de la domination coloniale*

Sources : LFI/NUPES - Mediapart : Dossier « Water Stories » - Reporterre - L'Humanité.



**Manifestation contre le chantier de mégabassine de Sainte-Soline, 29-30 octobre 2022**